

alternatives

LE JOURNAL

VOL.11 • NO.1 / SEPTEMBRE 2004

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Une fleur dans le sable de Jabalya

À tous les jours de l'hiver ou de l'été, le camp de réfugiés de Jabalya s'éveille sur ses dunes sablonneuses. Dans les ruelles défraîchies et à travers des terrains vagues remplis d'eau, des milliers d'enfants s'agitent sous le soleil de plomb. Un peu plus loin, le bruit des hélicoptères de combat se fait entendre.

Chaque semaine, les morts s'accumulent. Souvent des enfants, comme ces deux gamins tués à Rafah dans le sud de Gaza la semaine dernière. En juin seulement, 25 000 personnes ont été jetées à la rue par l'armée. Sur d'interminables check points, les Palestiniens de tous les âges se font intimider et insulter par les soldats et les colons. Et maintenant, les gens ont faim. 24 000 travailleurs palestiniens, le *cheap labour* habituel de l'industrie de la construction israélienne, sont confinés dans l'immense prison à ciel ouvert qu'est devenue la bande de Gaza. Conséquence, selon l'Agence des Nations unies présente dans les camps palestiniens (UNWRA) : 50 % de la population n'a plus assez d'argent pour subvenir à ses besoins essentiels. « Il faut le voir pour le croire, raconte Christine Messier, qui gère des centres de formation pour les femmes à Gaza pour Alternatives. Une misère qui n'est pas nouvelle pour les Palestiniens de Gaza. »

Une prison à ciel ouvert

Déjà en 1972, Ariel Sharon, alors commandant militaire, avait entrepris de « nettoyer » les camps palestiniens. Depuis, avec des hauts et des bas, la confrontation est quotidienne. « Aujourd'hui, ce qui fait mal, explique Christine Messier, c'est la fragmentation et l'encerclement du territoire. Non seulement on ne circule pas entre Gaza et le reste de la Palestine ou du territoire israélien, mais c'est difficile à l'intérieur même de Gaza. » La collègue palestinienne de la jeune Québécoise, Niveen Abu Salim, habite à quelques kilomètres de Jabalya. Un jour sur deux, elle ne peut se rendre à son travail car son village, Deir El Balah, longe Netzarim, une colonie de peuplement. L'armée israélienne empêche régulièrement les gens de circuler. Selon Mustafa Barghouti, un médecin qui anime une organisation non gouvernementale (ONG) palestinienne active dans le domaine de la santé, la stratégie israélienne consiste « à fragmenter le territoire palestinien en minizones semi-autonomes, ce qui facilite le contrôle militaire et vise à "retribaliser" la société palestinienne ».

Un peu partout, des « hommes forts » s'imposent et gèrent la vie des gens. Ce sont des Palestiniens, pistonnés par les autorités d'occupation et libres de circuler. À Gaza, l'un de ces hommes est Mohamed Dahlan. La population ne craint pas de le pointer du doigt. Il provient du sérail de Yasser Arafat, mais s'est séparé de son chef depuis quelques années. Dans les médias israéliens, il est présenté comme celui qui remettra de « l'ordre », dans le cadre du retrait annoncé par Ariel Sharon. Dernièrement, de violents conflits ont éclaté entre diverses factions palestiniennes « pro-Arafat » et « anti-Arafat ». Ces querelles n'ont rien de politiques, elles relèvent plutôt de l'affaiblissement de l'appareil d'État palestinien. Depuis 2002, le président Arafat est confiné dans un bunker à moitié démoli à Ramallah, et l'administration de Gaza est totalement incapable de maintenir l'ordre. Conséquence : des symptômes morbides affectent la société palestinienne. Par exemple, des

tabous profondément inscrits dans la société palestinienne, comme l'interdiction de harcèlement à l'encontre des femmes, sont brisés. De jeunes désespérés, kalachnikov en mains, se croient tout permis.

L'occupation et la haine

La vaste majorité des Palestiniens est très critique à l'endroit de la gestion de Yasser Arafat, et notamment de la corruption qui sévit au sein de son administration. « Cependant, explique Christine Messier, les gens sont aussi conscients que la volonté israélienne de marginaliser Arafat n'a pas pour but d'améliorer la vie des Palestiniens, bien au contraire. Personne n'est dupe non plus du soit disant plan d'évacuation de Gaza qui sera, selon toutes probabilités, un simple redéploiement de l'occupation militaire. » En attendant, l'occupation est dévastatrice.

Selon le docteur Eyad Sarraj, un psychiatre bien connu de Gaza, « environ 25 % des adultes ont été à un moment ou l'autre emprisonnés par l'armée israélienne et 70 % de ces individus ont été torturés. On nous dépeint parfois comme des êtres violents, qui enseignent à leurs enfants la haine. Mais franchement, à Gaza, personne n'a besoin de se faire dire quoi que ce soit. Les conditions de vie, la misère au quotidien mènent sans explication ni encouragement à détester l'autre. » Le psychiatre palestinien espère cependant que les gestes courageux que posent chaque jour des militants pacifistes israéliens puissent faire une différence. Parmi tant d'autres, la résistance d'un Adam Keller, arrêté et malmené par des soldats israéliens alors qu'il manifestait contre la répression à la frontière entre Gaza et Israël en juin.

Étonnante floraison

Vue de loin, Gaza est un enfer insupportable. Mais on vit, on rêve, on chante, on se marie, on joue avec ses enfants, on plante des fleurs. Comme le résume la chargée de mission, Christine Messier, « la société palestinienne absorbe le choc, apprend à composer, se suffit à elle-même, par l'entraide, la coopération, la force des liens familiaux. » Tout le monde s'occupe des enfants, qui représentent 50 % de la population, et qui sont partout. Les familles dont les maisons sont détruites sont immédiatement accueillies par des parents ou des voisins. Chaque événement social est vécu par la communauté comme une célébration à la vie.

Dans les centres de formation où travaille Christine, de nouvelles générations de jeunes femmes apprennent « à prendre la parole, à définir leurs besoins ». Grâce à des structures de participation originales qui rejoignent plus de 3 000 femmes, on assiste à « une étonnante floraison d'activités et de projets, souvent hors des sentiers battus ». Le *success story* de l'année a d'ailleurs été la formation de 18 jeunes sauveteuses, du jamais vu à Gaza ! « Maintenant, huit de ces jeunes filles sont employées par la municipalité pour surveiller les femmes et les enfants qui ont accès à la plage, mais qui avaient auparavant peur de s'y aventurer sans surveillance. » Les organisatrices du projet ont dû s'expliquer, rencontrer l'imam d'une mosquée voisine qui s'inquiétait de

Vue de loin, Gaza est un enfer insupportable. Mais on vit, on rêve, on chante, on se marie, on joue avec ses enfants, on plante des fleurs.

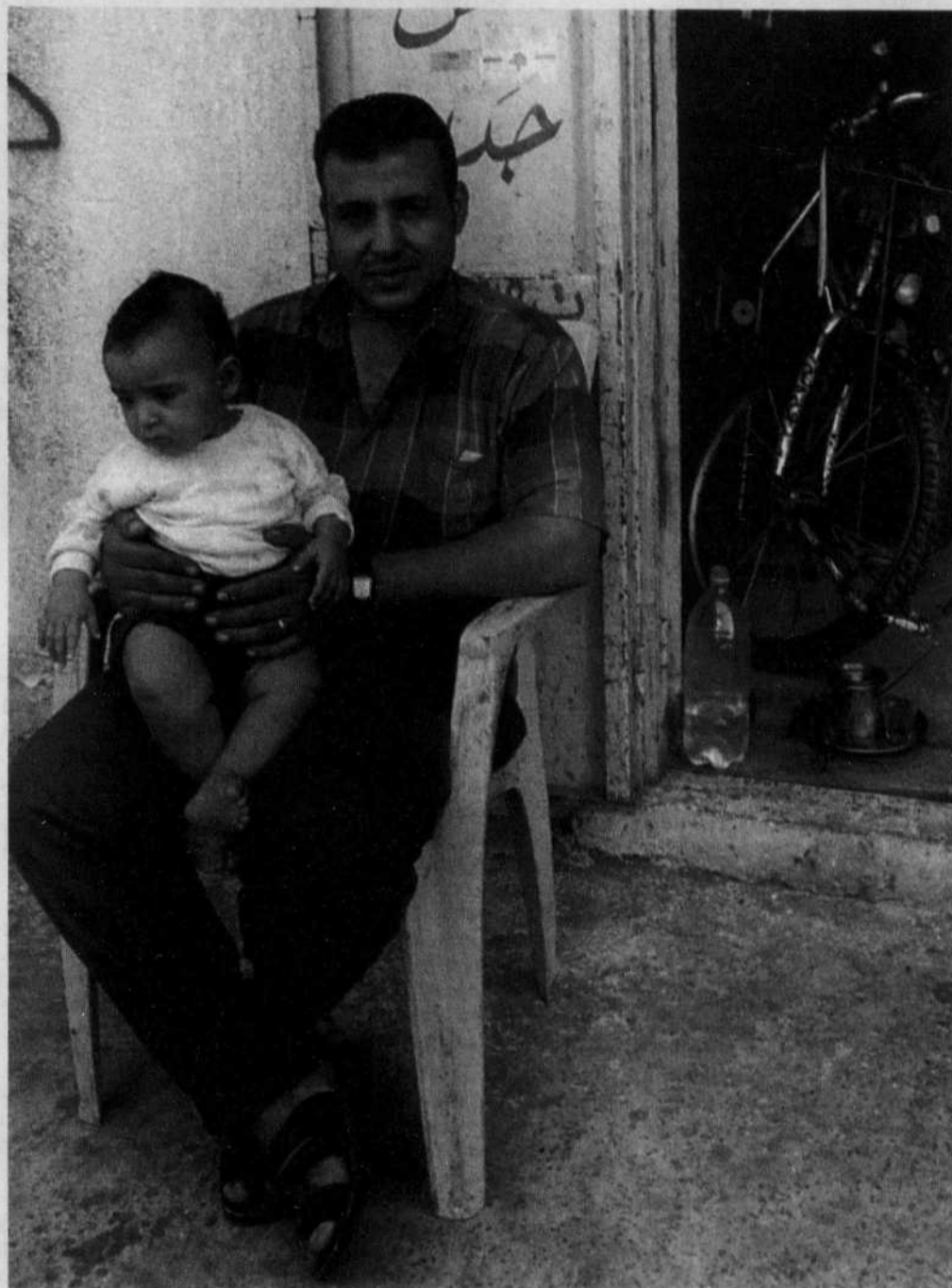


PHOTO © JOSÉE LAMBERT

ces pratiques « non-orthodoxes ». « Au bout de la ligne, explique la jeune femme, non seulement tout le monde a été convaincu par l'expérience pilote, on a vu que oui, c'était possible de s'organiser, à une petite échelle, pour profiter un peu de la vie. »

S'entêter, durer, résister

En dépit de tout, les Palestiniens rêvent encore. « Au moment des premiers accords de paix, raconte Eyad El-Sarraj, il fallait voir les jeunes accueillir les soldats israéliens avec des fleurs

et des gâteaux. Ce sont ces mêmes chebab (jeunes) qui les affrontaient avec des pierres quelques jours auparavant. » Aujourd'hui, il y a une énorme déception, un sentiment d'avoir été trompé. Les colonies qui ne cessent de grandir, le mur de la honte érigé pour emmurer la population palestinienne, la répression qui ne relâche pas. Mais rien n'est terminé. Le docteur Sarraj croit que la seule solution du côté des Palestiniens est la résistance non-

violente. Avec d'autres leaders communautaires et des intellectuels, il a signé récemment une pétition adjoignant les organisations palestiniennes de mettre fin aux attentats-suicides perpétrés contre des civils israéliens : « La paix n'est pas seulement un traité, c'est une relation, une réconciliation, une thérapie. Les Israéliens, ce sont nos ennemis et ce sont nos frères, il faudra un jour s'entendre. »

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Repères bande de Gaza

La Cisjordanie et la bande de Gaza forment la Palestine aussi appelée territoires occupés. La Cisjordanie est bordée à l'est par la rive occidentale du Jourdain, à l'ouest par la « ligne verte », frontière israélo-jordanienne avant l'invasion israélienne. Très vallonnée et assez aride, elle n'offre quasiment aucune ressource naturelle.

La bande de Gaza, composée de dunes de sables, d'une superficie de 363 kilomètres de long et large d'une dizaine de kilomètres, est un territoire où s'entassent environ 1,2 million de Palestiniens, dont 75 % sont des réfugiés ou des enfants de réfugiés de 1948, expulsés de ce qui constitue aujourd'hui Israël. Environ 400 000 personnes vivent dans les camps des Nations unies, 50 % de la population est âgée de moins de 15 ans.

Quelques dates

1948 : Fondation de l'État d'Israël. Première guerre israélo-arabe. Avant 1948 la bande de Gaza était sous le mandat britannique de la Palestine, puis, jusqu'à 1967, sous contrôle égyptien. Depuis juin 1967, le territoire est occupé par Israël.

1987 : Début du soulèvement populaire palestinien, Intifada, dans les territoires occupés, Cisjordanie et Gaza.

1993 : Signature d'un accord entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dit Accords d'Oslo, entérinant leur reconnaissance mutuelle et prévoyant l'autonomie des territoires occupés.

Juillet 2000 : Le sommet de Camp David II réunissant Ehoud Barak et Yasser Arafat à l'initiative du président américain Bill Clinton se solde par un échec, après 14 jours de négociations intenses.

28 septembre 2000 : La visite du général Ariel Sharon, chef du Likoud, sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem, déclenche des affrontements dans les territoires palestiniens qui font 35 morts et près de 1 000 blessés en trois jours. Ces émeutes marquent le début de la seconde Intifada. Avant celle-ci, l'économie de Gaza

était estimée à environ 1 milliard de dollars US. Selon les Nations unies, l'économie palestinienne depuis l'an 2000 a chuté de 50 %, à la suite des restrictions de circulation imposées par les autorités israéliennes.

2004 : Le « Mur de sécurité » construit par Israël annexe une zone de 975 kilomètres carrés. Il est construit à proximité de la ligne de cessez-le-feu de 1949, dite « Ligne verte », mais, en plusieurs endroits, il s'en éloigne de plus de 22 kilomètres pour intégrer des colonies juives en encerclant des agglomérations palestiniennes, où sont enclavés 160 000 Palestiniens. Gaza est entièrement encerclée par le Mur érigé par Israël. Les frontières terrestres de Gaza, avec l'Égypte et Israël, ainsi que le littoral sont sous contrôle israélien.

En vertu des Accords d'Oslo, Israël maintient son contrôle militaire sur 42 % de la bande de Gaza dont la majeure partie est réservée aux 6 000 colons israéliens (5 % de la population). Les Israéliens maintiennent également des bases militaires, des routes de contournement, une zone tampon le long de la frontière, ainsi que des « zones jaunes » — zones de population palestinienne sous contrôle militaire israélien. En vertu de la quatrième Convention de Genève, les colonies sont illégales, car « une force occupante ne peut transférer une partie de sa propre population dans les territoires qu'elle occupe ».



L'Irak de tous les dangers

Mercredi 18 août, 1 300 délégués irakiens réunis au sein de la Conférence nationale irakienne, ont réussi à « s'entendre », non sans mal, pour former le Conseil national intérimaire — composé de 100 membres. Une sorte de Parlement provisoire, aux pouvoirs limités, encadré par l'occupation américaine, jusqu'aux élections prévues pour janvier 2005. Mais il est à craindre qu'à l'été meurtrier, ne succède l'année de tous les dangers.

En juin, les autorités d'occupation américaines avaient déjà passé la main à un gouvernement irakien intérimaire, en douce, une journée plus tôt que prévue, par crainte des attentats. Le Conseil de sécurité des Nations unies avait alors donné son aval à ce nouveau gouvernement dirigé par Iyad Allaoui.

Le 18 août, le système retenu par la Conférence nationale irakienne, pour élire les 81 membres devant siéger au Parlement aux côtés des 19 membres de l'ancien Conseil intérimaire de gouvernement installé par les Américains au lendemain de la chute de Saddam Hussein, est celui des listes bloquées. À terme, deux listes ont été constituées. Soit l'une par les grands partis et l'autre par les indépendants. Mais la liste de ces derniers, ne rencontrant pas tous les critères exigés de quota quant à la représentativité religieuse, ethnique, régionale, etc. du pays, n'a pu être retenue. La présence des femmes, devant constituer au moins 25 % des membres, semble avoir été l'obstacle majeur pour les indépendants. De facto, c'est la liste présentée par les grands partis, et où ne figure que très peu la société civile, qui l'a emporté.

Le gouvernement intérimaire, maintenant doté d'un Parlement intérimaire, entériné par la Conférence nationale irakienne, sans vote et avec quelques grincements de dents, pourra-t-il enfin assurer la sécurité des Irakiens ? Plusieurs en doutent, et les affrontements qui se multiplient aux quatre coins du pays indiquent tout le contraire. Tandis que la majorité des Irakiens reste hostile à la présence militaire des États-Unis, elle n'en demeure pas moins d'une extrême méfiance à l'égard du gou-

vernement intérimaire, qu'elle considère fantôme, sachant très bien que ce sont les Américains qui continuent de tirer les ficelles pour cause de pétrole. Et de fait, en fonction des dispositions imposées par les autorités d'occupation au gouvernement intérimaire, celui-ci est étroitement contrôlé dans tous les aspects de sa gouvernance, y compris sur le plan économique.

Mascarade

Issam al-Khafaji, opposant et dissident du régime de Saddam Hussein, professeur de science politique à l'Université d'Amsterdam, et ancien consultant des Nations unies pour l'Irak, qualifie la situation de dangereuse et craint que tout cela ne mène à une nouvelle dictature.

Le professeur qualifie de « mascarade » la présence américaine en Irak : « Tout cela, n'a rien à voir avec l'intégrisme islamiste ou le terrorisme, il ne s'agit que de pétrole. » Il espère le retrait graduel mais rapide des troupes américaines — dont les effectifs s'élèvent à quelque 160 mille soldats, sans compter les « forces privées » —, accompagné par la formation d'une véritable armée et d'une véritable police irakiennes.

« La sécurité est la première des priorités, clame encore le dissident du régime de Saddam Hussein. Ensuite, on pourra former une Assemblée nationale. Ce qui, selon lui, sera impossible en janvier 2005, avec la situation qui se détériore de jour en jour. » C'est au gouvernement intérimaire que revient le devoir de rédiger la constitution. Or, plusieurs des joueurs politiques irakiens importants restent à l'extérieur de ce jeu, dont notamment l'ayatollah Sistani, principal leader chiite, qui sait qu'un trop grand rapprochement avec les États-Unis don-

nerait des munitions à son adversaire, Moqtada El Sadr, dont la popularité est grandissante. Une popularité qui, selon l'intellectuel français, Pierre-Jean Luisard¹, spécialiste de l'Irak, dépasse le clivage confessionnel. Contrairement aux membres du gouvernement intérimaire, toujours présentés comme les « représentants » de chacune des communautés : chiite, sunnite, kurde, chrétienne, etc.

Alors, y a-t-il encore espoir ? Comment sortir de cette spirale infernale, et comment éviter la formation d'une nouvelle dictature ?

Douteuse légitimité

Issam al-Khafaji, depuis Amsterdam au téléphone, affirme calmement mais fermement que bien sûr que si qu'il y a moyen de renverser la vapeur. « Ça dépend de nous, les libéraux, les séculiers. Si nous demeurons silencieux, alors là oui, la même histoire se reproduira. » Bref, ce que souhaite le professeur, c'est une opposition civile organisée, libérale, ouverte, inclusive, démocratique, pour les droits des femmes, etc. Mais, d'abord ce qu'il faut, nous confie-t-il, c'est un premier ministre qui soit accepté tant par les Chiites que les Sunnites, les Kurdes, les chrétiens et tous les autres. Le professeur irakien s'explique : « Je ne suis pas en train de dire qu'il existe en Irak un Nelson Mandela, mais je dis qu'il y a plus consensus qu'Iyad Allaoui. »

La légitimité du premier ministre est de fait très questionnée, car son passé n'est un secret pour personne. Iyad Allaoui a été à l'emploi de la CIA pendant plusieurs années, tout en étant étroitement associé au régime de Saddam Hussein. Déjà entaché par son passé, Allaoui ne s'est pas rendu davantage populaire en déclarant dès son ar-

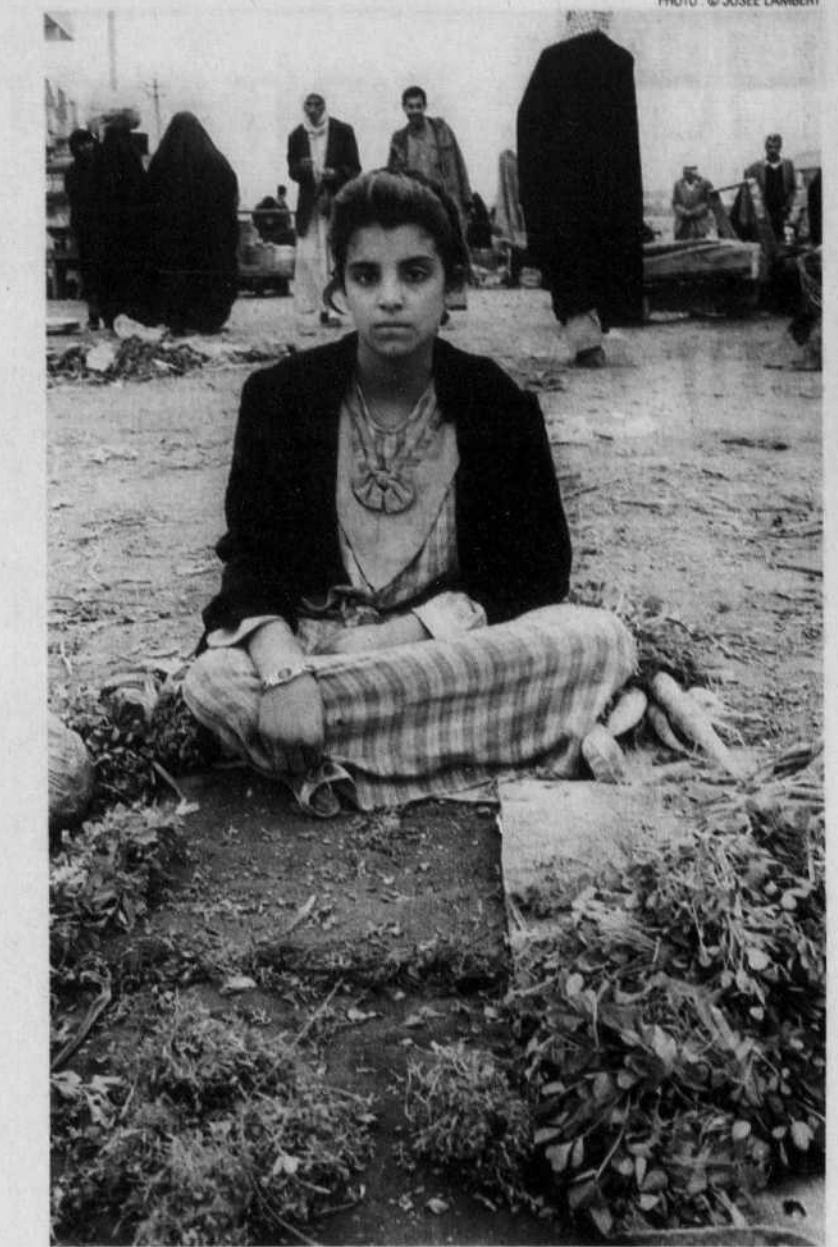


PHOTO © JOSÉE LAMBERT

rivée au pouvoir sa volonté de rétablir la loi martiale et la peine de mort.

Dans tout cela, le rôle de la communauté internationale demeure très flou. Pour le moment, il n'est pas question pour les Nations unies de rouvrir un bureau à Bagdad. Pourtant, pour Issam al-Khafaji qui pense bien parler au nom de la grande majorité des Irakiens, la présence des Nations unies est plus qu'impérative. Il ajoute : « Nous avons besoin des Canadiens, des Japonais... » Sans doute pour diluer l'hégémonie américaine.

Ainsi, le gouvernement intérimaire, parce qu'il est contraint par l'occupa-

tion, souffre d'un manque évident de crédibilité. Et pendant ce temps, une opposition civile, telle que souhaitée par Issam al-Khafaji, pouvant représenter une troisième force, peine à s'organiser, ne serait-ce qu'à travers de petites initiatives citoyennes. Les conditions sont très dures, et la confrontation entre les forces d'occupation et la résistance armée ne leur laisse pas beaucoup de place.

F.-I. L.

¹ Issam al-Khafaji sera présent lors des Journées d'étude d'Alternatives. Voir publicité ci-bas.

² Pierre-Jean Luisard, *La question irakienne*, Paris, Fayard, 2002.

Un conflit inconnu

Que se passe-t-il au Darfour ? S'agit-il d'un conflit ethnique entre tribus arabes et africaines ou d'un conflit sur fond de revendications politiques ? Le Darfour est une province de l'ouest soudanais aussi grande que la France. Cet ancien royaume, rattaché au Soudan depuis 1916, compte 6 millions d'habitants issus de plusieurs tribus, toutes d'origine africaine et de confession musulmane. Ces tribus ont été arabisées au 14^e siècle, mais l'arabe n'est la langue maternelle que d'une minorité d'entre elles, qui se considèrent « arabes ». Alors que les tribus s'estiment « africaines » parlent encore aujourd'hui divers dialectes africains. Cependant, c'est le mode de vie qui différencie le plus ces tribus, les « arabes » étant essentiellement nomades alors que les « africaines » sont majoritairement paysannes. Cette différence a fait de l'histoire du Darfour celle d'une cohabitation difficile entre les deux groupes, avec des périodes alternées de détente et de conflits sanglants, selon l'abondance ou non de l'eau et des pâturages.

Bombe à retardement

Toutefois, ces conflits ont souvent été exploités par le gouvernement soudanais qui a toujours appuyé les nomades. Ce choix peut s'expliquer par trois raisons principales. Premièrement, la majorité des gouvernements qui se sont succédés à Khartoum étaient issus de tribus « arabes ». Deuxièmement, le fait de perpétuer les conflits entre les tribus du Darfour devait empêcher d'unir leurs voix, et de réclamer du gouvernement le développement de leur province déshéritée et négligée. La troisième raison est économique, car en se servant de tribus comme d'une force partisane, le gouvernement assoie son autorité dans la province sans avoir besoin d'envoyer des troupes régulières pour le maintien de l'ordre. Cette politique du « diviser pour mieux régner », ajoutée à l'explosion démographique et à la crise économique endémique, a fini par faire du Darfour une bombe à retardement.

Et la situation a effectivement explosé au milieu des années 1980, avec la grande sécheresse et la famine, faisant 75 000 morts et entraînant un conflit meurtrier entre les paysans et les nomades. Durant les années 1990, les razzias menées par ces derniers sont devenues systématiques avec l'objectif affiché de s'emparer des terres des agriculteurs.

L'apparition en 2003 de deux mouvements rebelles, le Mouvement de libération du Soudan (MLS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), a cependant marqué la transformation d'un conflit ancestral entre éleveurs et paysans en un conflit politique. Ces deux mouvements, issus de milices d'autodéfense villageoises formées par les paysans « africains », revendiquent en effet le partage du pouvoir et des richesses avec le gouvernement central. Ce qui n'est pas sans rappeler les revendications de la rébellion sudiste de John Garang, qui a combattu le gouvernement soudanais de 1983 à 2003. La réponse du gouvernement soudanais a été d'armer massivement les tribus « arabes » et de les lancer à l'assaut des villages « africains », avec le soutien de son aviation militaire. La communauté internationale, alertée par le nombre de morts (entre 10 000 et 30 000) et de déplacés (un million environ), ainsi que par les rapports alarmants des organisations humanitaires (le HCR, Amnesty internationale, Human Rights Watch), a fini par réagir. Les pressions exercées sur le gouvernement soudanais pour l'amener à arrêter les exactions au Darfour ont culminé

le 30 juillet 2004, avec l'adoption du conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution menaçant Khartoum de sanctions économiques et diplomatiques, si les milices « arabes » n'étaient pas désarmées avant le 31 août 2004.

D'une crise à l'autre

Pour le gouvernement soudanais, cette crise surgit alors que prend fin la guerre contre la rébellion sudiste, et qu'est signé un accord de paix stipulant une large autonomie pour le Sud chrétien et animiste, ainsi qu'un partage des richesses. Le gouvernement s'attend d'ailleurs à l'arrivée massive d'investisseurs intéressés par l'exploration et l'exploitation des champs pétroliers du pays.

Ce nouveau conflit apparaît également au moment où le gouvernement soudanais est enfin parvenu à briser son isolement, avec le retour au pays de plusieurs chefs de partis d'opposition poussés à l'exil après le coup d'État de 1989, et le rétablissement des liens avec ses voisins (Égypte, Ouganda, Érythrée, etc.). Cela, sans oublier le réchauffement des relations avec l'Union européenne et le rapprochement amorcé dernièrement avec l'administration américaine après plusieurs années de rupture. Autant de raisons pour dire que le gouvernement soudanais aurait préféré se passer de cette crise ainsi que du spectre des sanctions internationales.

Préoccupés

Le conflit est suivi attentivement par plusieurs pays. Le premier d'entre eux est le Tchad, pays frontalier du Soudan qui accueille près de 150 000 réfugiés. En effet, le Tchad se trouve dans une situation délicate car l'ethnie Zaghawa, en pointe dans la rébellion du Darfour, est présente également sur son territoire. Elle presse le président tchadien Idriss Déby, lui-même Zaghawa, de prendre parti, alors que ce dernier veut demeurer neutre. Plusieurs officiers de l'armée tchadienne affichent ouvertement, quant à eux, leur soutien à la rébellion.

La situation au Darfour préoccupe aussi la France. En effet, ce pays, qui possède une base militaire et des troupes au Tchad, où ses compagnies pétrolières sont actives, est très sensible aux risques de déstabilisation de son ancienne colonie.

Pour sa part, l'Égypte s'inquiète de ce qui se passe près de sa frontière sud, et déploie beaucoup d'efforts afin de circonscrire le brasier. Son ministre des Affaires étrangères s'est déplacé à Khartoum pour inciter le gouvernement soudanais à coopérer avec les Nations unies, et son armée a mis en place un pont aérien reliant le Darfour pour y acheminer vivres et médicaments.

Ainsi, à l'approche de la date butoir du 31 août 2004, Khartoum semble n'avoir d'autre choix que de désamorcer la bombe qu'elle a fabriquée elle-même. Pour y arriver, le gouvernement soudanais peut s'inspirer de l'accord de paix conclu avec la rébellion sudiste sur le partage du pouvoir et des richesses. Cela d'autant plus que ce conflit ne revêt aucune dimension religieuse, et que les rebelles du Darfour ne nourrissent pas des velléités séparatistes mais réclament surtout des perspectives de développement économique de leur province.

Sofiene Amira
L'auteur est doctorant à l'Université Laval

Les Journées d'étude d'Alternatives

CULTURE DES RÉSISTANCES
RÉSISTANCE DES CULTURES

27, 28, 29 août 2004
Camp Notre-Dame
à Saint-Liguori

Invités internationaux d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Cuba, des États-Unis, de France, d'Haïti, de la Hongrie, d'Indonésie, d'Irak, d'Israël, du Mexique, des Philippines.



• L'empire à l'assaut des cultures
La culture comme résistance
La résistance en action



• De l'appel des Zapatistes à aujourd'hui : des mouvements sociaux en lutte contre le néolibéralisme.



• Entre l'action politique et la politique, comment élargir le pouvoir citoyen ?



• Les défis du mouvement altermondialiste, où voulons-nous aller et comment ?

• Environnement, culture, santé, éducation, mouvement syndical et communautaire, partis politiques, relèves, accords de libre-échange, démocratie participative, médias, citoyenneté, identités culturelles, arts...

Information : (514) 982-6606
www.alternatives.ca

10 ANS

Alternatives
... pour un monde différent

Chant d'un Oud

Une présentation musicale du groupe Al-Shorouq
Samedi 11 septembre

Centre Pierre-Péladeau
300, boul. Maisonneuve est
Les portes ouvrent à 20 h

Billets : 15 \$ et 25 \$
alshorouq.sphr.org



Billet

Fenêtre sur rue



Stanley Péan

Quoiqu'on en dise, il fait bon vivre à Montréal. Toutes proportions gardées, notre métropole est l'une des villes les plus sécuritaires d'Amérique du Nord. Aussi vaut-il la peine de le répéter, comme l'ont fait le chef du Service de police Michel Sarrazin et le maire Gérard Tremblay en conférence de presse à la mi-août, à l'heure de cette guerre des gangs de rues qui défraie les manchettes depuis quelques semaines.

Sans déconner, à en croire certains reportages des médias écrits ou électroniques, on a l'impression que Montréal se change en ville de frontière du Far West ou en réplique nordique du Chicago de la prohibition. Pourtant, la loi de la jungle n'a pas encore conquis les rues de la métropole, qui n'a pas de Jeff Fillion ni d'André Arthur pour lui polluer l'atmosphère... Alors un peu moins de bruit, s'il vous plaît, qu'on s'entende penser.

D'abord, les quelque 70 événements à caractère violents reliés à la guerre des gangs de rues, dont six assassinats, nous placent encore loin derrière le bilan de l'an dernier : 678 incidents de même acabit, dont 13 meurtres ! Que les familles éplorées des victimes me pardonnent cet exposé comptable de la situation, mais j'aimerais bien qu'on puisse mettre le tout en perspective. Après tout, il est encore possible de circuler sans histoire dans la plupart des quartiers montréalais à n'importe quelle heure ou presque, ce qui n'est pas le cas de Bagdad ou de Nadjaf...

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'inquiéter de ces gangs de rues, issus des communautés haïtienne, jamaïcaine et latino-américaine, et de ce « crime désorganisé » dont ils sont devenus les champions. Auteurs de *La Gang : une chimère à apprivoiser* (Boréal, 2003), les anthropologues Marc Perreault et Gilles Bibeau nous invitent à porter plus d'attention au phénomène. Dans leur essai, ils remettent en question notre philosophie sociale du moment, centrée sur le maintien de l'ordre social et l'exclusion de la marginalité.

J'aimerais en guise de conclusion les citer : « Si notre hypothèse s'avère fondée, à savoir que l'appartenance aux gangs forme, par-delà les risques de conduites antisociales, une solution de remplacement aux comportements autodestructeurs des jeunes, la conclusion à en tirer est claire : les forces de l'ordre, les professionnels et la population en général doivent démontrer une tolérance accrue à l'égard des comportements des jeunes marginaux, favoriser les regroupements des jeunes et les activités des groupes plutôt que de lutter contre elles, et accepter que les jeunes remuent à la maison, dans les salles de cours, sans les anesthésier au moyen de Ritalin. »

Matière à méditer, non ?

stanleypean@sympatico.ca

L'auteur est également écrivain, rédacteur en chef du trimestriel *Le Libraire* et animateur à la radio de Radio-Canada.



Pourquoi Hugo Chavez a triomphé

Lors du référendum du 15 août, au Venezuela, 94,9 % de la population s'est prononcé. De ce nombre, plus de 58 % ont dit oui à Chavez, ce qui donne au président élu pour la première fois en 1998, un mandat très fort. En fait, c'est la quatrième fois qu'Hugo Chavez remporte une victoire sur ses adversaires conservateurs dominés par les partis traditionnels, les associations d'entrepreneurs et les grands médias, dont les deux grands quotidiens du pays, *Universal* et *Nacional*.

Les Vénézuéliens, qui habitent un pays pétrolier riche comme le Koweït, sont pauvres. Et pendant des décennies, l'économie a été conçue et gérée pour satisfaire les besoins de seulement 20 % de la population, dont le niveau de vie se compare à celui de la Californie. Mais depuis l'arrivée de Chavez à la présidence, un grand vent de changement a soufflé. Les écoles comptent un million de plus d'enfants sur leurs bancs, alors que 1,2 million d'adultes ont été alphabétisés. Trois nouveaux campus universitaires ont été construits, tandis que la construction de six autres est prévue pour 2006. La réforme agraire mise de l'avant, a permis la rétribution de plus de 2 millions d'hectares de terres à de petits paysans. L'amélioration des services de santé est sans doute le plus spectaculaire des changements. Dix mille médecins cubains ont été déployés dans 11 000 cliniques communautaires, cependant que le budget national dévoué à la santé triplait. Le résultat est sans ambiguïté : la vie s'améliore considérablement pour les pauvres et les démunis. Tous les observateurs avaient donc prédit la victoire de Chavez.

Une question de dignité

Tout cela a été rendu possible, d'abord parce que Chavez a redirigé les ressources financières provenant des exportations de pétrole vers les besoins humains. Ces revenus étaient auparavant l'apanage de l'oligarchie. Et pour la première fois de l'histoire du Venezuela, il a été demandé aux riches de payer des impôts. Une pratique inconnue dans ce pays, où le 10 % le plus riche fait 62 fois plus que le reste de la population.

Dans les bidonvilles et les villages, les damnés de la terre sont sortis de l'ombre. Au Venezuela, le clivage social prend une connotation raciale. Alors que l'étroite classe dominante est de peau blanche, les pauvres sont métissés de sang africain et amérindien. L'opposition au président ne s'est d'ailleurs jamais gênée pour qualifier Chavez de « singe noir ». Pour les dominants, la majorité de la population appartient à une sorte de sous-humanité, qui n'a pas vraiment de droits. Et pour eux, il est intolérable qu'un représentant de ces sous-humains puisse se retrouver à la tête du pays. Pour les gens ordinaires, c'est l'inverse. C'est parce qu'Hugo Chavez est l'un des leurs, que pour la première fois dans l'histoire du pays, ils se sentent vénézuéliens à part entière.

Le populisme et ses limites

Nul doute qu'Hugo Chavez est appuyé par une grande majorité de ses concitoyens. Par contre, il n'est pas si sûr que les transformations en

cours représentent un projet à long terme pour le pays, compte tenu du fait qu'elles viennent « d'en haut », sans vraiment d'organisations populaires et de relais organisés au sein de la société civile. Dans ce sens, Hugo Chavez perpétue la lignée des grands héros populistes de l'Amérique latine, qui ont tant donné à leurs peuples, à l'exception d'une seule chose : la capacité de s'organiser de manière autonome et de se battre pour leurs propres intérêts. Mais on ne peut reprocher cela à Chavez seulement, puisque cette situation existait bien avant lui. On peut toutefois se demander légitimement si dans cette nouvelle « révolution bolivarienne », il y a place pour une redynamisation « par en bas » en faveur du développement de structures de mobilisation et d'organisation réellement populaires. En tout cas, le débat est lancé et la grande majorité des militants de la gauche, qui se sont ralliés à Chavez, travaillent à réinventer une culture politique orientée vers la démocratie et la participation populaire.

En Amérique du Sud, la victoire de Chavez a un effet électrisant. De São Paulo à Buenos Aires en passant par Bogota et Lima, le président vénézuélien est l'homme du jour, celui qui tient tête aux grands, et notamment aux États-Unis qui ont tout fait (et continueront de tout faire) pour briser ce nouveau pouvoir. Chavez a aussi un avantage sur les autres chefs d'État progressistes d'Amérique du Sud, il dit tout haut ce que beaucoup craignent de dire : comme d'affirmer que la résistance en Irak est légitime et proclamer que l'avenir du continent latino-américain passe par une grande alliance contre la domination américaine.

Cela contraste avec les approches prudentes de Lula, le président brésilien. Encore là, on peut voir le défaut de la qualité dans l'approche de Chavez. Le monde actuel est traversé de complexes rapports de forces et on n'a pas le choix de tenter de manœuvrer, comme le Brésil a réussi à le faire en bloquant de façon effective la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). À la limite, on pourrait dire, comme le pensent beaucoup de Latino-Américains, qu'on a besoin et de Chavez et de Lula. En tout cas, dans les confrontations à venir dans l'hémisphère Sud, entre les peuples et l'oligarchie soutenue par les États-Unis, le nom d'Hugo Chavez continuera de résonner.

PIERRE BEAUDET
L'auteur est directeur d'Alternatives.

VENDREDI
17
SEPT
20 H
THÉÂTRE
PETIT
CHAMPLAIN
MAISON DE LA CHANSON
88, rue du Petit-Champplain
Québec

la revue
À bâbord !
présente
**une soirée politique
et musicale**
avec le groupe phare
de la fusion maghrébine

GNAWA
diffusion

SOUK SYSTEM
سوك سستم

SAMEDI
18
SEPT
20 H
MEDLEY
MONTRÉAL
1170 St-Denis
Montréal (Québec)
en première partie

LOCO
LOCASS

Sur place, vente de t-shirts, de disques, d'affiches et de partitions

QUÉBEC : billets au Petit Champlain (692-2631) et réseau Billetech (691-7211)

OUVERTURE DES PORTES À 19 H
Prix : 25 \$ + taxes + frais / info@ababord.org
cette soirée est organisée avec l'appui de :

MONTRÉAL : billets au Medley (842-8557) et réseau Ticketpro (908-9090)

alternatives

LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 43 500 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 25 août du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : France-Isabelle Langlois - COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Catherine Binette, Daphnée Dion-Viens, Eve Gauthier, Alexandra Gilbert, Chad Lubelsky, Catherine Pappas, Fred A. Reed et Tania Vachon - RECHERCHE : Miriam Fahmy - CHRONIQUEURS : Gil Courtemanche, Murray Dobbin, Francis Dupuis-Déri, Ariane Emmond, David Homel, Naomi Klein, Stanley Péan et Judy Rebick - RÉVISION DES TEXTES : Réjane Béreanec, Gilles McMillan - INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet - RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois
Montréal - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122
Québec - 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000
Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Atmosphère en péril dans le Grand Nord canadien

Des multinationales du pétrole construisent un pipeline question de mettre la main sur de copieuses ressources gazières au péril de notre atmosphère. Cela se passe en Afghanistan ? en Irak ? au Venezuela ? en Alaska ? Ô, que nenni ! Ça se passe ici, au Canada.

Long de 1 300 kilomètres et avec un coût estimé à sept milliards de dollars, le gazoduc du MacKenzie dans les Territoires du Nord-Ouest promet d'être le chantier canadien le plus colossal de la décennie. Si tout se déroule comme prévu, sa construction débutera en 2006 et il sera opérationnel en 2010. Ce sont les pétrolières Shell, ConocoPhillips et ExxonMobil, ainsi que le Aboriginal Pipeline Group qui en sont les promoteurs.

Le gazoduc doit transporter jusqu'au nord de l'Alberta le gaz naturel des gisements du delta du fleuve MacKenzie. Paul Martin a récemment fait un saut de puce dans les Territoires, le 13 août. Le premier ministre du Canada et celui des Territoires du Nord-Ouest, Joe Handley, ont discuté de leurs préoccupations respectives relativement au projet du gazoduc. Joe Handley a entre autres fait savoir que son gouvernement entendait retirer quelques bénéfices de ce projet. Selon la loi constitutive des territoires, Yellowknife n'a pas juridiction sur « le territoire et les ressources » et seul le gouvernement fédéral pourrait percevoir les futures royalties du gazoduc. Au terme de la rencontre, Handley s'est cependant dit ravi. Paul Martin ayant promis « une entente juste pour tout le monde ».

Kyoto
Selon le Sierra Club du Canada, les gouvernements doivent d'abord répondre à un certain nombre de questions. Entre autres, l'organisation demande « comment le Canada pourra atteindre les objectifs du protocole de Kyoto étant donné que le gaz du MacKenzie servira à l'extraction du pétrole contenu dans les sables bitumineux de l'Alberta ? » Un sujet que n'ont pas abordé les deux premiers ministres.

Pourtant, cette question en chicote plus d'un. Les sables bitumineux de l'Alberta ont la mauvaise



Le delta du MacKenzie est une des régions les plus durement affectées par les changements climatiques au Canada.

réputation d'être deux fois et demi plus nocifs pour l'atmosphère que le pétrole conventionnel. Et tout porte à croire que c'est pour en faciliter l'extraction que l'on construit le gazoduc du MacKenzie. « Il n'y a absolument aucun doute : une bonne partie, sinon la totalité, du gaz naturel transporté par

le gazoduc du MacKenzie est destinée à être utilisée par l'industrie des sables bitumineux », affirme Stephen Hazell du Sierra Club du Canada.

Les promoteurs du gazoduc du MacKenzie ne cachent pas leur intérêt mercantile vis-à-vis de l'industrie des sables bitumineux. Dans un document sobremment intitulé Trousse d'information préliminaire qu'ils ont produit conjointement, on peut lire que : « Dans l'Ouest canadien, le développement de l'industrie du pétrole lourd et des sables bitumineux [...] devrait représenter entre 40 et 45 % du marché pour le gaz naturel. » Un porte-parole d'Imperial Oil, Pius Rolheiser, a également admis « qu'il est raisonnable de penser qu'une partie du gaz puisse être utilisée pour l'extraction des sables bitumineux de l'Alberta ».

Les sables bitumineux de l'Alberta ont la mauvaise réputation d'être deux fois et demi plus nocifs pour l'atmosphère que le pétrole conventionnel. Et tout porte à croire que c'est pour en faciliter l'extraction que l'on construit le gazoduc du MacKenzie.

Beaucoup d'énergie

Pour extraire le pétrole des sables bitumineux, il faut de grandes quantités d'énergie – du gaz naturel en particulier. Les installations de Suncor à Fort McMurray, où l'on sépare le pétrole des sables bitumineux albertains, sont présentement dans une phase d'agrandissement qui devrait être complétée vers 2010. Selon Stephen Hazell, lorsque les travaux seront terminés, le complexe pétrochimique consommera quotidiennement près d'un milliard de pieds cube de gaz naturel. Quand la phase d'expansion des installations de Fort McMurray sera complétée, il est prévu que les émissions annuelles de gaz carbonique du complexe s'élèveront à 70 millions de tonnes. L'équivalent de 31 centrales thermiques du Suroît. Le gouvernement canadien qui avait endossé les engagements de Kyoto risque de se trouver en contradiction avec lui-même.

Le delta du MacKenzie est une des régions les plus durement affectées par les changements climatiques au Canada. La fonte du pergélisol donne des maux de tête aux ingénieurs qui comptaient sur un sol stable pour mettre en place leur pipeline. Mais les gisements de gaz et les méga projets qui sont présentement sur la table pourraient changer le paysage, l'économie et même la société des Territoires du Nord-Ouest. Une féroce compétition presse les gouvernements de s'engager dans une course infernale, sans ouvrir de débat fondamental. « Dans le marché mondial du gaz naturel, expliquait récemment le ministre des Ressources, de la Faune et du Développement économique des Territoires, Brendan Bell, nous sommes en compétition globale pour le capital ». À qui servent ces projets ?

BATISTE W. FOISY
L'auteur est aussi journaliste à L'Aquilon de Yellowknife

Un budget participatif à Montréal ?

Depuis la mise sur pied du budget participatif dans la ville de Porto Alegre au Brésil en 1990, les habitants de plus de 250 villes à travers le monde expérimentent aujourd'hui un tel projet. Montréal s'ajoutera-t-elle un jour à cette liste ? On en discutera fortement lors du Troisième Sommet des citoyens et citoyennes de Montréal qui se tiendra au Cégep du Vieux-Montréal du 17 au 19 septembre.

Le budget participatif initié à Porto Alegre par le Parti des travailleurs (PT) est un processus annuel où les élus et les habitants établissent ensemble les priorités d'investissement pour l'année à venir. Les citoyens déterminent d'abord leurs principaux besoins (santé, espaces verts, électricité, voies publiques, etc.) dans chacun des 16 secteurs de la ville et élisent deux membres qui siègeront au conseil du budget participatif, là où sont élaborés les critères d'investissement tels que la population totale ou le degré d'insuffisance de services des secteurs. À la suite de quoi le plan annuel d'investissement est élaboré.

On estime à plus de 15 000 personnes participant annuellement au processus du budget participatif à Porto Alegre. Les citoyens et citoyennes ont ainsi un accès direct pour faire valoir leurs revendications et un processus de reconnaissance de ces dernières. Les élus, quant à eux, reconnaissent et assument leur imputabilité. C'est ce qui fait de Porto Alegre, l'une des expériences de démocratie participative les plus avancées à travers le monde. Sous diverses formes et avec des pouvoirs citoyens plus ou moins dilués, le budget participatif a été repris dans des centaines de villes du monde entier (Europe, Inde, Sénégal, Amérique latine et même

Guelph en Ontario). Motivé par cette expérience, le réseau Démocratiser radicalement la démocratie a vu le jour en 1999 afin de faire progresser la démocratie participative à travers le monde.

Et Montréal ?

Pour Anne Latendresse, professeure de géographie à l'UQAM, la décentralisation amorcée à Montréal pourrait faciliter la mise sur pied d'un budget participatif, puisque les arrondissements sont maintenant responsables de leurs budgets et de leurs structures. « Ici, nous avons un mouvement communautaire assez fort pour démarrer une telle initiative. Il ne faut pas attendre l'arrivée d'un parti de gauche comme ce fut le cas au Brésil pour agir et revendiquer la démocratisation du budget », soutient Luc Rabouin, organisateur communautaire de retour d'un séjour de cinq mois à Porto Alegre consacré à l'étude du budget participatif. Selon lui, la forte organisation du mouvement communautaire montréalais est le pivot central et la principale condition favorable d'implantation d'un budget participatif à Montréal.

L'expérience pourrait d'abord débiter dans deux ou trois arrondissements ciblés. Le Groupe de recherche sur la démocratie municipale et la citoyenneté (Grdmc) animé par la Société de développement com-

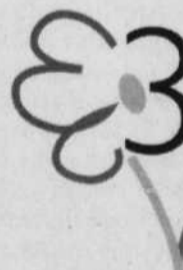
munautaire de Montréal (SodecM) a multiplié les ateliers de formation sur la question dans des groupes communautaires et même auprès d'élus, si bien que l'idée a fait son chemin et aujourd'hui l'ensemble des élus connaît l'expérience, aux dires de Dimitri Roussopoulos, président de la SodecM.

Vers un agenda citoyen

Le Troisième Sommet des citoyens et citoyennes de Montréal organisé par la SodecM sera l'occasion de lancer le débat sur la place publique et de dépasser le simple atelier de formation. Les organisateurs espèrent que le Sommet débouchera sur la création d'un groupe de travail sur le budget participatif. Mais ce ne sera pas la seule dimension du Sommet qui vise à créer un espace de discussions et d'élaboration de propositions en vue de bâtir un véritable agenda citoyen vers la démocratie participative à Montréal. Pour alimenter les réflexions, des invités du Brésil, d'Europe et de villes canadiennes seront présents. Devant les grands enjeux qui attendent Montréal tels que les prochaines défusions ou les critères de compétitivité imposés par l'agenda néolibéral, un Sommet des citoyens et citoyennes prend toute son importance : un rendez-vous.

EVE GAUTHIER

Information : <http://3sc.cam.org>



3^{ème} Sommet des citoyen(ne)s sur l'Avenir de Montréal

Vers la démocratie participative – Un agenda citoyen

3rd Citizen's Summit on the Future of Montreal

Toward Participatory Democracy – A Citizen Agenda

« Dans ce forum social de Montréal, j'ai mon mot à dire ! »

Démocratie participative. Environnement. Femmes, jeunes, communautés culturelles. Inclusion sociale. Participation citoyenne. Budget participatif.

20 ateliers, 10 plénières et tables rondes. 40 intervenants.

Avec : Silvio Caccia Bava (Sao Paulo), Sergio Baierle (Porto Alegre), Gustave Massiah (Paris), Gil Courtemanche, Judy Rebick, Anne Latendresse et plus d'une quarantaine d'invités du Québec, du Canada et d'Europe.

**du 17 au 19 septembre
au Cégep du Vieux-Montréal**

**Info : (514) 281-8378
www.3sc.cam.org**



Les petits soldats sont toujours des enfants

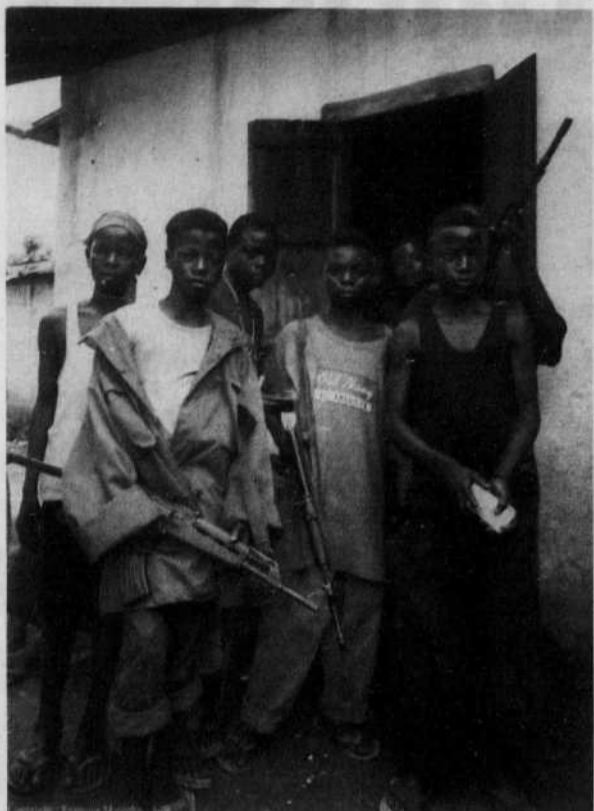
François Margolin est un grand passionné du continent africain. Touché par le phénomène des enfants soldats, il plonge avec sa caméra dans un Libéria dévasté pour leur donner une voix. Son film, *Petits Soldats*, tourné entre octobre 2003 et janvier 2004, sera présenté dans le cadre du Festival des films du monde de Montréal (FFM). Rencontre avec un réalisateur à l'écoute.

Entre 1989 et 1996, au Libéria, un conflit oppose les forces rebelles d'un certain Charles Taylor et celles du gouvernement en place. En 1997, Taylor est porté au pouvoir. Débutent alors des hostilités avec des groupes d'opposition, les Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD) et le Mouvement pour la démocratie au Libéria (MODEL). Ce sont les spécificités du Libéria et de ses conflits qui ont suscité l'intérêt de François Margolin : « D'une part, ces affrontements n'ont pas de couverture idéologique, ni même d'origine ethnique. Le Libéria n'est pas une ancienne colonie ; c'est un pays créé de toutes pièces pour le retour des esclaves en sol africain. Un pays qui a été longtemps présenté comme un idéal. »

Dans cet idéal dévasté, les enfants soldats s'affrontent. Selon Amnistie internationale, le Libéria en compte quelque 21 000.

François Margolin a vu et filmé ces enfants armés, vivant en bandes plus ou moins soumises à un chef. Il s'est fait intercepter par eux, a mis sa sécurité en danger pour les rencontrer. Le réalisateur voulait aller au-delà de l'image de victimes qu'ils projettent : « Je voulais laisser aux enfants soldats le temps de s'exprimer, de raconter leurs histoires terribles. Parce que souvent, les enfants ne sont pas seulement victimes, mais bourreaux, ce qui est encore plus terrible. » Pour ne pas tomber dans le piège du sensationnalisme, il a accordé un soin particulier à la représentation de l'horreur : « Quand on est cinéaste, il importe de savoir comment représenter le message. Je voulais entendre leurs histoires. Pas les montrer. » Des histoires d'ado-

Selon Amnistie internationale, le Libéria compterait quelque 21 000 enfants soldats.



lescents, âgés entre 11 et 18 ans, souvent battus, maltraités, de jeunes filles devenues — habituellement à la suite d'un viol — femmes d'enfants soldats, combattantes, cuisinières ou porteuses de munition. Il réalise que de victimes, « les enfants sont devenus bourreaux. Il faut faire en sorte qu'ils redeviennent de vrais enfants et éviter que ça se reproduise. »

La réinsertion, un espoir

Un rapport de l'organisme Human Rights Watch, paru en février, soutient que la paix au Libéria repose en grande partie sur la réinsertion des enfants soldats. À la fin de janvier 2004, les Nations unies ont amorcé un programme de démobilisation : en échange d'une arme, un jeune reçoit 75 dollars. S'il complète un programme de réinsertion de six semaines, il touchera 225 dollars

supplémentaires. Trois organisations non gouvernementales (ONG) libériennes, financées par l'UNICEF, s'occupent de centres de réinsertion, près de la capitale, Morovia. Le boulot des éducateurs consiste à faire parler les enfants, pour les « désintoxiquer des meurtres et de la guerre », à les faire jouer et à leur donner des cours. François Margolin s'est installé dans ces centres et s'est entretenu avec des enfants qui jusque là n'avaient jamais parlé de leur rôle dans les affrontements. Cette parole devenue possible, en face à face, est parfois l'amorce d'une prise de conscience. Porteuse d'espoir, la réinsertion ? « Derrière la carapace du tueur, on retrouve les sentiments de l'enfance et c'est ce qui constitue le plus grand espoir. Après tout, ils sont toujours des enfants. »

ALEXANDRA GILBERT

La valeur culture



Ariane Émond

Dans les prochains mois, on risque de parler pas mal de politique culturelle. Ce n'est pas si fréquent chez nous, alors cela vaudra la peine qu'on s'y attarde. La nouvelle ministre de Patrimoine canadien, Liza Frulla, annonçait ce week-end qu'elle réfléchit à l'idée de doter le Canada d'une nouvelle politique culturelle. On se souvient que c'est sous la gouverne de madame Frulla que le Québec s'était doté de la sienne en 1992. Quatorze ans plus tard, de larges pans de ce texte restent pertinents alors que d'autres sont toujours à mettre en œuvre. La culture se déplacera-t-elle enfin, à l'avant-scène de l'actualité fédérale, provinciale et municipale ?

C'est un secret de polichinelle : même si le mot passe plus souvent les lèvres de nos élus, sous quelque administration que ce soit, force est d'admettre que la culture demeure dans les faits une priorité... secondaire. Ce qui étonne toujours les observateurs étrangers, qu'ils soient asiatiques ou européens. Dans un pays aussi riche que le nôtre (économiquement et culturellement), on alloue à la culture des budgets de famine. La santé, l'éducation, l'économie, la sécurité mangent toujours les neuf dixièmes du gâteau. Mais plus inquiétant encore, la culture comme dimension de l'activité humaine n'a pas encore acquis de véritable crédibilité politique. En termes de développement social, économique, d'épanouissement personnel et collectif, la valeur culturelle est encore mésestimée, peut-être surtout dans sa formidable capacité de transformer des citoyens en acteurs du monde.

Bref, toute discussion autour d'une politique culturelle doit commencer par la même question : comment rehausser la valeur des arts et de la culture dans l'agenda complexe de nos sociétés ?

Certes, le potentiel de la réflexion culturelle et de la créativité n'est pas bien reconnu. C'était aussi le sort qu'on réservait à l'éducation il y a 50 ans. Que s'est-il passé pour que nous soyons aujourd'hui tous collectivement convaincus que l'éducation est un atout et un droit inaliénable, un moteur incontournable du mieux vivre en société ? Il aura fallu changer notre regard et les mentalités. Cela a nécessité plus qu'une loi ou qu'un texte de politique. Il a fallu une formidable campagne pour mousser la valeur éducative et que des acteurs politiques appuyés par l'ensemble des leaders sociaux emboîtent le pas... De pareilles stratégies, les arts et la culture en ont terriblement besoin.

Des dizaines de villes du Québec ont planché ces dernières années sur des textes de politique culturelle et Montréal devrait proposer la sienne dans les prochaines semaines, en retard d'une année sur sa promesse. Il faut ajouter que l'exercice est complexe et que les conditions de mise en œuvre d'une telle politique sont difficiles à cerner dans l'état actuel des choses. Dans le grand Montréal partiellement démembré, quatre niveaux administratifs auront des responsabilités culturelles : la Communauté métropolitaine de Montréal, le conseil d'agglomération, la Ville et les arrondissements. Quelle chatte y retrouverait ses chatons ?

Cela ne devrait pas nous empêcher de réfléchir et d'agir. J'invite les amateurs de culture, les citoyens, les artistes, les organisateurs communautaires, les représentants d'organismes culturels, les gens d'affaires, les commissions scolaires, les syndicats à faire entendre leur voix lorsque la Ville déposera son projet. Nous avons tous une contribution à faire pour rehausser la valeur de la culture dans notre société, pour accroître la valorisation de nos institutions, la reconnaissance de l'impact des organismes culturels, la nécessité d'une bonne circulation des œuvres et des artistes sur tout le territoire, la mise en valeur du patrimoine, la reconnaissance des atouts fantastiques de la pratique artistique amateur... Plus que jamais, l'ensemble de la société civile doit plaider pour démontrer combien la culture est un puissant outil d'émancipation, d'épanouissement, de liberté et de citoyenneté.

L'auteure est directrice générale de Culture Montréal

Abonnez-vous au journal Alternatives !

alternatives
LE JOURNAL

UN MENSUEL INDÉPENDANT DISTRIBUÉ À PLUSIEURS MILLIERS D'EXEMPLAIRES À TRAVERS LA PROVINCE.

En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.



Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

Téléphone _____

Courriel _____

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
Journal Alternatives
3720, avenue du Parc
Bureau 300
Montréal (Qc) H2X 2J1

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus :

www.alternatives.ca

Livres

BIOGRAPHIE Lénine

de Jean-Jacques Marie,
Paris, Baland, 2004, 504 pages.

Après une biographie de Staline publiée chez Fayard en 2000, voici que l'historien Jean-Jacques Marie, revisite Lénine à partir des archives rendues disponibles depuis l'écroulement de l'URSS. S'adressant davantage aux initiés, l'auteur reprend les nombreux débats qui ont habité la social-démocratie russe et le parti bolchevik au moment où la Russie sombrerait sous le poids de la famine et de la Grande guerre. Lénine cherche alors à influencer le cours de l'histoire en actualisant les thèses de Marx et d'Engels, souhaitant l'avènement de la révolution mondiale, particulièrement en Allemagne, là où il la considère imminente et essentielle.

Mais la révolution occidentale ne vient pas épauler « le prolétariat russe », et le nouveau pouvoir soviétique hérite d'un appareil et d'une culture propre au régime tsariste. En fait, aussitôt installé à Petrograd, la tourmente économique et politique s'empare de ce nouvel État et échappe dès le départ aux aspirations du dirigeant révolutionnaire. Non seulement la Russie est en crise, mais elle s'accroît davantage. Misères et « communisme de guerre » ouvrent toute grande la porte aux années noires du stalinisme.

Sans jamais verser dans l'hagiographie, ni dans la réquisition, le spécialiste de la révolution russe prend bien soin de situer historiquement les positions défendues par Lénine. Loin du dogmatisme véhiculé par la gauche marxiste-léniniste des années 1970, cette bibliographie est sans contredit la plus ouverte, la plus actuelle sur cet homme qui a marqué profondément l'histoire du 20^e siècle ainsi que plusieurs générations de militants politiques.

Jacques Létourneau

ROMAN Riz noir

D'Anna Moï
Paris, Éditions Gallimard, 2004, 177 pages

« Dans le corridor, des bols sont posés par terre. À cause de l'éblouissement, je les crois remplis de riz noir. Mais c'est du riz blanc, recouvert de mouches noires. » Tan et Tao ont respectivement 15 et 16 ans lorsqu'elles sont arrêtées. Les plus jeunes prisonnières politiques du bagne de Poulo Condor, détenues dans des cages à tigre, subissent la torture et l'humiliation. L'écriture d'Anna Moï vient heureusement adoucir la description de ces conditions de détention horribles, qui subsistent dans les souvenirs d'enfance des deux sœurs.

Les vies de Tan et de Tao ne pouvaient être banales : « Il faut toujours aller chercher la différence. Soyez différentes, ne vous conformez pas, méprisez le confucianisme, allez le plus loin possible », leur dit leur mère. Celle-ci devenue prospère grâce à sa production de soie laquée, les deux sœurs vibrent au diapason des événements historiques du Vietnam des années 1960. Elles rencontrent les grandes familles saïgonnaises, assistent à l'immolation du Vénéérable Thich Quang Duc, en guise de protestation contre la répression des bouddhistes. L'assassinat du président du Sud-Vietnam, Ngô Đình Diêm, leur est contemporain et leur famille vit la réclusion forcée à la maison pendant l'offensive du Têt en 1968. C'est la vie fascinante d'un Saigon d'une autre époque.

Journaliste et écrivaine d'origine vietnamienne, Anna Moï habite Saigon. Basée sur l'histoire vraie de la rencontre de l'auteure avec une ancienne camarade de lycée, *Riz noir* pose un regard de l'intérieur sur une époque de grands bouleversements.

A.G.

ESSAI Au nom de la Torah

De Yakov M. Rabkin
Québec, Presses de l'Université Laval,
2004, 274 pages.

Fort du soutien sans faille des États-Unis et possédant l'arme nucléaire, l'État israélien — incarnation du sionisme — paraît plus puissant que jamais. Le critiquer serait, selon ses témoins, verser dans l'antisémitisme. Israël et le projet sioniste s'isolent. Tel est le contexte dans lequel il faut situer l'ouvrage magistral du professeur Yakov Rabkin, de l'Université de Montréal, sur l'opposition juive au sionisme, qui écrit : « De tous les mouvements de transformation collective que connaît le 20^e siècle, le sionisme est sans doute le dernier vestige. » L'auteur souligne également que la création d'Israël constitue « une rupture dans l'histoire juive ».

Examen socio-historique, le livre de M. Rabkin est aussi l'exposition et l'illustration de ces voix qui s'élèvent contre la domination d'une idéologie visant à « transformer l'identité transnationale juive centrée sur la Torah en une identité nationale ». Au sein de la diaspora comme en Israël, des voix dénoncent le sionisme considéré comme un tremplin vers « le rejet délibéré du judaïsme ».

Car le paradoxe est bel et bien là. Si le sionisme semble dominer au sein de la communauté juive à l'heure actuelle, il demeure, par rapport aux 5 000 ans d'histoire de cette dernière, un phénomène marginal et à cet égard, nuisible à l'avenir des juifs eux-mêmes. Aux yeux des rabbins antisionistes, tant à Outremont qu'à Jérusalem, « l'État d'Israël ne serait rien d'autre qu'une entrave sur le chemin de la rédemption », pierre angulaire de la foi juïdique.

Le mérite de l'ouvrage de Yakov Rabkin est d'en faire l'analyse historique, tout en présentant ceux qui, pour des raisons inhérentes au judaïsme même, s'inscrivent en faux contre ce nationalisme européen transposé au Moyen-Orient et installé sur les terres d'autrui. Par ce fait même, il fournit un argument de taille contre l'antisémitisme : après en avoir fait lecture, on ne saurait confondre le judaïsme avec le comportement d'un État foncièrement laïc qui voudrait parler au nom de tous les juifs.

La conclusion se lit comme une interpellation : « Dans la mesure où la Torah ne s'adresse aux juifs que comme à une population pilote dont l'exemple devrait instruire, inspirer et influencer tous les humains, la controverse que continuent de provoquer le sionisme et ses enchaînements contiendrait également des leçons pour d'autres peuples que les juifs. »

Fred A. Reed

